Colegio Helvetia

SUISSEMUN XIII
GUIDE DE TRAVAIL

COMMISSION
Conseil de Sécurité

Bogotá. (fecha del modelo)

Président : Samuel Trujillo, s.trujillo.g@helvetia.edu.co, 316 359 7740
Vice-présidente : a.calderon.b@helvetia.edu.co 320 333 6072

I. Exigences

Un document qui intègre

1. Document de position (pour chaque sujet)

- Il doit comprendre l'historique des sujets abordés, la position de la délégation ainsi que les actions réalisées et les solutions proposées.
- Il doit être rédigé à la troisième personne.
- Les sources utilisées doivent être mentionnées.
- Maximum 5 feuilles (10 pages), 5 pour chaque sujet.

2. Discours d'ouverture (pour chaque sujet)

- Elle doit clarifier la position initiale de la délégation et proposer une ou plusieurs solutions.
- Le temps de lecture doit être de 60 à 90 secondes.
- Elle doit être rédigée à la troisième personne.

II. Sujets :

- **Sujet A :** L'escalade des tensions entre États-Unis et Iran et l'impact au Moyen-Orient
- **Sujet B :** Résurgence du nucléaire : le monde à l'aube d'une troisième guerre mondiale ?

III. A propos du Conseil de Sécurité

Le Conseil de sécurité des Nations Unies (CSNU) est l'organe chargé de maintenir la paix et la sécurité internationales. C'est un des six organes principaux de l'Organisation des Nations Unies créé par la Charte de l'ONU. Le conseil peut se réunir à tout moment en cas de menace contre la paix.

La Charte assigne quatre buts à l'ONU.

- Maintenir la paix et la sécurité internationales ;

- Développer entre les nations des relations amicales ;

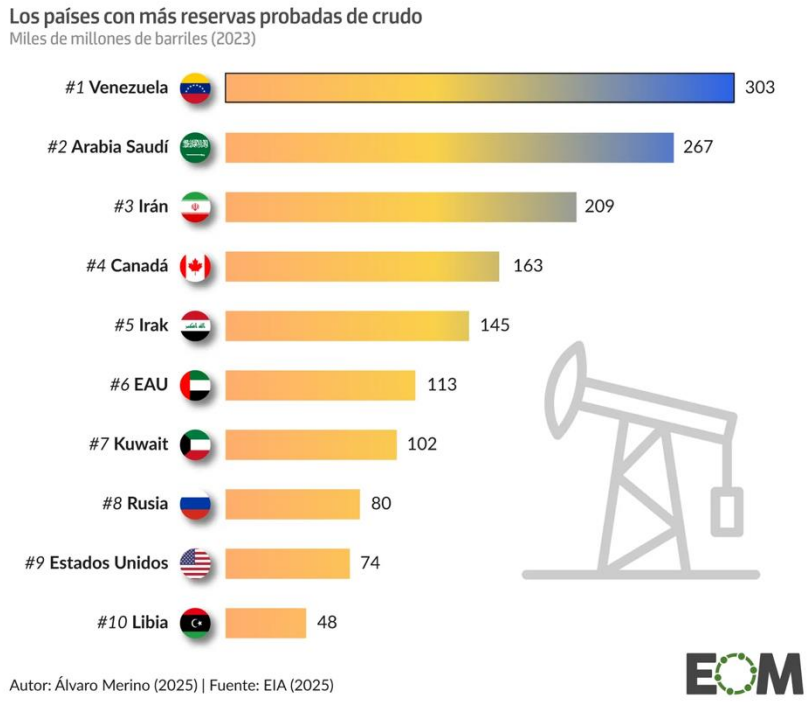
- Réaliser la coopération internationale en résolvant les problèmes internationaux et en encourageant le respect des droits de l'homme ;
- Être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes.

Tous les États membres de l'Organisation doivent accepter et appliquer les décisions prises par le Conseil de sécurité. À la différence des autres organisations, où il s'agit seulement de faire des recommandations aux États membres Le Conseil de sécurité est le seul qui a l'autorité de prendre des décisions qui obligent les États membres.

Le Conseil de sécurité se compose de 15 membres, dont 5 sont permanents : Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France et Royaume-Uni, et 10 membres élus par l'Assemblée générale pour un mandat de deux ans.

IV. Thème A : : l'escalade des tensions entre États-Unis et Iran et l'impact au Moyen-Orient

Les tensions entre États-Unis et Iran tournent autour du pétrole, ressource essentielle pour l'évolution des pays. L'Iran et l'Arabie Saoudite sont les deux pays, après le Venezuela, qui possèdent les plus grandes réserves de pétrole. États-Unis achète du pétrole à l'Arabie



saoudite. Ce qui cause que les tensions s'intensifient, compte tenu de l'histoire qui lie ces deux nations.

En 1900 en commence à découvrir le pétrole en Iran. Cela attirera l'attention des Britanniques qui signe un accord pour l'extraction du pétrole et du gaz iraniens pendant soixante ans. La compagnie s'appelé l'Anglo-Persian Oil Company (APOC).

Plusieurs tentatives de négociation ont eu lieu entre les gouvernements iranien et britannique concernant les faibles bénéfices que l'Iran tirait de cette entreprise pétrolière. Le 2 mai 1951, le Premier ministre iranien, Mohammad Mossadegh, décrète la nationalisation du pétrole, une décision qui déplaît fortement au Royaume-Uni. Avec le soutien des États-Unis, Mossadegh est renversé lors de l'opération Ajax en 1953, un coup

d’État orchestré par les États-Unis et le Royaume-Uni. Le pouvoir est alors consolidé autour du shah, Mohammad Reza Pahlavi, qui met en place un régime fortement inspiré des modèles occidentaux. Cette influence étrangère est mal perçue par une partie de la population iranienne, ce qui alimente un sentiment antiaméricain croissant

Vingt-cinq ans après le début du régime autoritaire de Pahlavi, dernier Shah et deuxième de la dynastie Pahlavi, la population se révolte contre lui. On appelle ça, la Révolution Islamique en 1979. C’était un mouvement qui renverse le shah Mohammad Reza Pahlvi et porté au pouvoir le chef religieux Ruhollah Khomeini, qui transforme le pays en une république islamique fondée sur des lois religieuses. Le shah était un allié proche des États-Unis soutenu politiquement et économiquement pendant des années. Après la révolution, le nouveau gouvernement et devenue antiaméricain. Ils accusent les États-Unis d’ingérence en Iran, influençant le coup d’État en 1953 contre le premier ministre.

Le 4 novembre 1979, 400 étudiants iraniens envahissent l’ambassade des États-Unis à Téhéran, prennent 52 diplomates américains en otage et exigent que le shah soit renvoyé pour être jugé dans leur pays. Certains seront en prison 444 jours. Les États-Unis imposent une sanction économique et toutes les transactions financières ou commerciales entre les deux pays sont interdites.

Pendant la guerre entre Irak et Iran (1980-1988) à cause des conflits territoriaux et de la peur de la révolution islamique, États-Unis à aider Irak. Ils n’ont pas envoyé des armes ni des tropes, mais ils on partager intelligence militaire, économique et technologique. Les États-Unis craignaient que l'Iran ne propage la Révolution Islamique (1979) par le Moyen Orient. Le changement de gouvernement issu de cette révolution s'est retourné contre les

États-Unis. De plus, ils voulaient imposer ce modèle à d'autres pays musulmans, ce qui inquiétait les États-Unis et leurs alliés

Le 3 juillet 1988, vers la fin de la guerre Iran-Irak, un avion civil iranien avait décollé de Bandar Abbas vers Dubaï avec 290 personnes à bord. Peu après le décollage, le navire militaire américain USS Vincennes a tiré deux missiles et détruit l'avion. Les États-Unis ont affirmé que leurs militaires l'avaient confondue avec un avion de chasse iranien et pensaient qu'il représentait une menace. Cependant, l'avion émettait un signal d'avion civil et avait une route commerciale C'est l'un des événements qui a le plus aggravé les tensions.

Quand Barack Obama arrive au pouvoir (2008-2016), il tente de trouver un accord pour que les tensions baissent. Il propose que l'Iran arrête son programme de recherches nucléaires, et, en échange, ils lèveront les sanctions. L'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) se signe entre l'Iran, les États-Unis, la Chine, la Russie, la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne.

Quand Trump arrive au premier mandat (2016-2020), il décide d'acheter le pétrole à l'Arabie saoudite, et de mettre des sanctions économiques sur le pétrole iranien.

À peine arrivé de nouveau au pouvoir, Trump retend les tensions avec l'Iran.

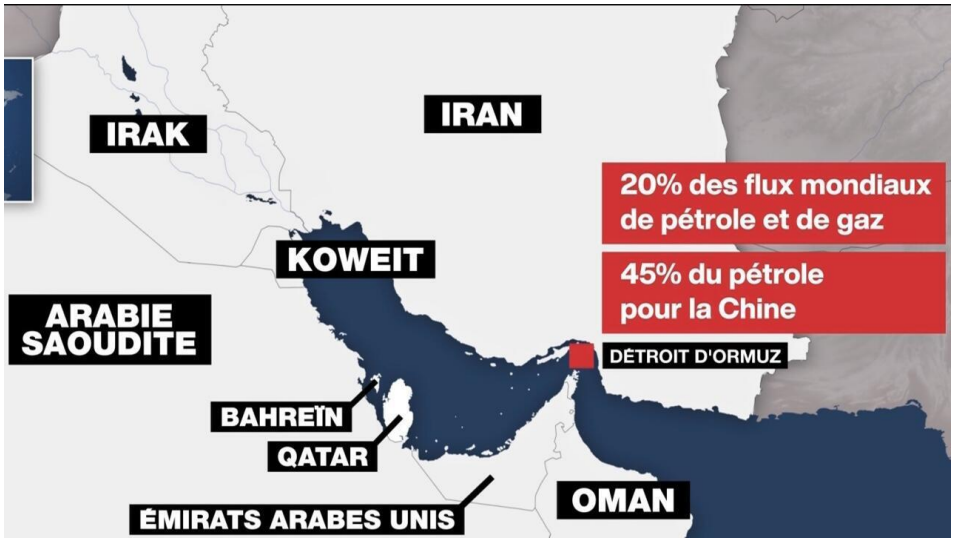
Le 28 février 2026, Donald Trump, président des États-Unis, et Benjamin Netanyahu, Premier ministre d'Israël, coordonnent une attaque sur les hauts dirigeants iraniens. En se justifiant de faire un bien majeur pour éviter que l'Iran obtienne l'arme nucléaire et menace la paix et la sécurité à l'échelle internationale, les États-Unis et Israël annoncent avoir éliminé le dirigeant suprême Ali Khamenei ainsi que de nombreuses personnes influentes

au sein du régime. L'Iran a riposté en tirant des missiles contre des bases américaines au Moyen-Orient (notamment dans des pays du Golfe tels que les Émirats arabes unis, le Qatar, Bahreïn et le Koweït), ainsi que contre des cibles israéliennes.

Problématiques :

Les tensions entre les États-Unis et l'Iran ne constituent pas un problème seulement entre eux. Les bombardements et la fermeture du détroit d'Ormuz affectent tout le Moyen-Orient et même tout le monde. Des blocs commencent à se former, et le monde à se diviser entre ceux qui sont avec les États-Unis et ceux qui sont contre. Donald Trump véhicule depuis plusieurs années un sentiment contre la Chine. La « peur » que le pays géré par Xi Jinping devienne l'économie numéro 1 mondiale semble réelle à en écouter ces inlassables discours. L'idée serait-elle ainsi d'affaiblir la Chine en sanctionnant ou en privant de ses ressources ses précieux alliés.

Solutions proposées :



Le 7 avril, un accord de cesser le feu de deux semaines est fait. En condition de que Iran garantie un passage sur par le détroit d'Ormuz. Par ce passage se transporte plus ou moins le 20% du pétrole du monde, l'état de ce détroit détermine beaucoup les prix du pétrole. Avec les récents tension, Iran est en train de menacer avec la

fermeture de ceci et avec l'attaques de bateaux qui passent par le détroit. Deux semaines plus tard, le cessez-le-feu est prolongé car aucun accord n'a été trouvé.

Questions d'orientation :

1. *Qu'est-ce que votre pays pense des décisions prises par Donald Trump sur les attaques en Iran ?*
2. *Quelles sont les dépendances économiques et commerciales de votre pays par rapport aux USA et au Moyen Orient ?*
3. *A qui votre pays achète du pétrole ?*
4. *Comment la fermeture du détroit d'Ormuz et les taxes sur le pétrole iranien vous affecte ?*

Mots clé :

1. **Régime autoritaire :** système politique avec peu ou pas des libertés politiques pour la population
2. **Ayatollah :** haut dirigent religieux chiite (branche de l'islam, pense que les chefs religieux doivent être descendants du prophète Mahomet), reconnu pour son autorité en matière de religion et parfois aussi de politique
3. **Shah :** un titre qui signifie « roi » en Iran, utilisé pour désigner le souverain du pays avant la révolution de 1979
4. **Détroit d'Ormuz :** passage maritime étroit situé entre Iran et Oman, par lequel transite une grande partie du pétrole mondial.
5. **L'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) :** C'est un accord signé en 2015 entre l'Iran et plusieurs grandes puissances (États-Unis, France, Royaume-Uni,

Allemagne, Russie et Chine). Qui limite le programme nucléaire de l'Iran en échange de la levée des sanctions économiques.

Pour plus d'information, veuillez consulter :

https://www.radiofrance.fr/franceinter/des-ennemis-de-40-ans-pourquoi-l-iran-et-les-etats-unis-se-detestent-tant-4290867 (l'histoire des tension entre États-Unis et Iran)

https://fr.ncr-iran.org/actualites/droits-humains-2/qui-etait-mohammad-reza-pahlavi-shah-le-dernier-dictateur-pahlavi-diran/ (Mohammad Reza, le dernier sha)

https://www.lemonde.fr/international/article/2026/02/28/nous-veillerons-a-ce-que-l-iran-n-obtienne-pas-d-arme-nucleaire-le-discours-de-donald-trump-apres-le-lancement-de-frappes-americaines_6668676_3210.html (Le discours de Donald Trump annonçant les frappes américaines)
https://www.youtube.com/watch?v=nuBgh786s3I (vidéo évenments 28 février 2026)

https://www.britannica.com/event/Iran-Air-flight-655?utmm (information sur le vol iranien détruit)

Bibliographie :

Teheran.ir. (s.f.). *Article 328*. http://www.teheran.ir/spip.php?article328#gsc.tab=0

Radio France. (s.f.). *Des ennemis de 40 ans : pourquoi l'Iran et les États-Unis se détestent tant*. https://www.radiofrance.fr/franceinter/des-ennemis-de-40-ans-pourquoi-l-iran-et-les-etats-unis-se-detestent-tant-4290867

Conseil National de la Résistance Iranienne. (s.f.). *Qui était Mohammad Reza Pahlavi, shah : le dernier dictateur Pahlavi d'Iran*. https://fr.ncr-iran.org/actualites/droits-humains-2/qui-etait-mohammad-reza-pahlavi-shah-le-dernier-dictateur-pahlavi-diran/

France 24. (2025, junio 23). *Les marchés du pétrole sur le qui-vive après les frappes américaines en Iran*. https://www.france24.com/fr/%C3%A9missions/info-%C3%A9co/20250623-les-march%C3%A9s-du-p%C3%A9trole-sur-le-qui-vive-apr%C3%A8s-les-frappes-am%C3%A9ricaines-en-iran

El País. (2026, febrero 28). *Última hora del conflicto en Oriente Próximo en directo*. https://elpais.com/internacional/2026-02-28/ultima-hora-del-conflicto-en-oriente-proximo-en-directo.html

Naciones Unidas. (s.f.). *What is the Security Council*. https://main.un.org/securitycouncil/fr/content/what-security-council

Crónica. (s.f.). *Irán promete venganza tras el asesinato del ayatolá Ali Jamenei: "Es nuestro derecho legítimo vengar este crimen"*. https://www.cronica.com.ar/mundo/iran-promete-venganza-tras-el-asesinato-del-ayatola-ali-jamenei-es-nuestro-derecho-legitimo-vengar-este-crimen/

The Editors of Encyclopaedia Britannica. (s. f.). *Iran Air flight 655*. Encyclopaedia Britannica. https://www.britannica.com/event/Iran-Air-flight-655

V. Thème B : Résurgence du nucléaire : le monde à l’aube d’une troisième guerre mondiale ?

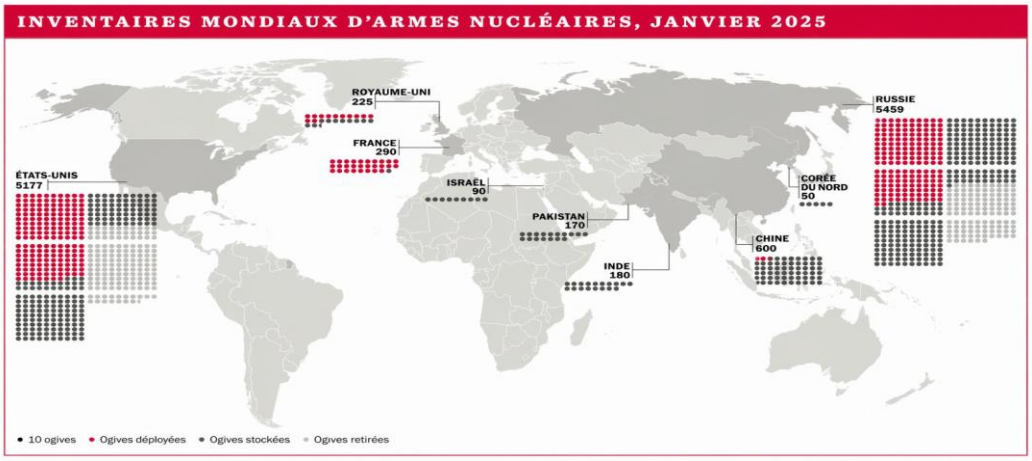
Contexte historique :

L'ère nucléaire a débuté le 6 août 1945 avec le bombardement d'Hiroshima, puis celui de Nagasaki, qui constituent à ce jour les seules utilisations militaires de la bombe atomique. La guerre froide a déclenché une course aux armements qui a conduit à plus de 70 000 ogives dans les années 1980. Le traité de non-prolifération nucléaire, en vigueur depuis 1970, a été ratifié ou adopté par 191 États. Le traité reconnaît cinq États comme puissances nucléaires légitimes et veille à ce que les autres n'acquièrent pas l'arme nucléaire, en échange de quoi il leur donne accès à l'énergie civile. L'Inde, le Pakistan et Israël n'ont pas signé le traité.

Le XXIe siècle a été marqué par le démantèlement progressif des mécanismes de contrôle mis en place pour empêcher l'expansion nucléaire : retrait du traité ABM (2002), abandon du traité FNI (2019) et expiration du nouveau traité START en février 2026, sans qu'aucun accord ne vienne le remplacer. En 1994, l'Ukraine a renoncé à son arsenal hérité de l'URSS par le biais du mémorandum de Budapest en échange de garanties de sécurité. L'invasion russe de 2022 a démontré que ces garanties ne sont pas assurées, remettant en question la

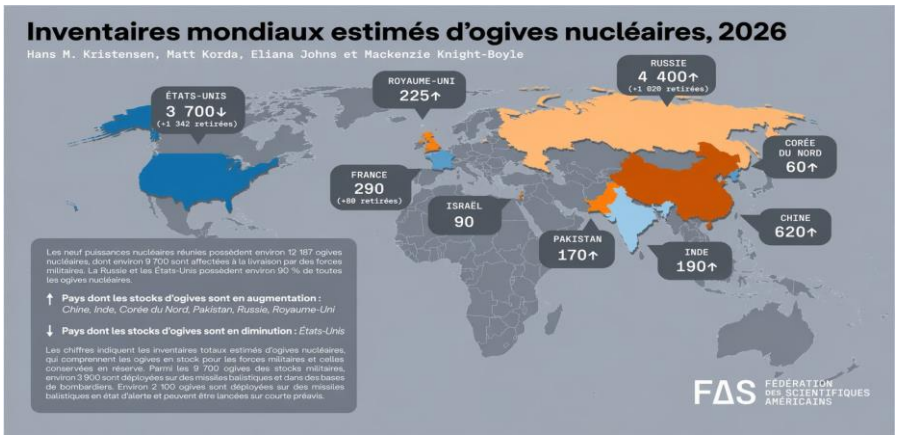
question centrale de ce débat : le démantèlement nucléaire unilatéral est-il rationnel sans garanties crédibles ?

En 2025, neuf États disposent d'environ 12 100 à 12 500 ogives nucléaires, dont environ 9 500 sont opérationnelles selon le SIPRI. Pour la première fois depuis le début de l'ère nucléaire, les neuf États dotés de la bombe atomique modernisent leur arsenal, comme on l'a vu en 2024. Actuellement, la Chine développe le programme d'expansion le plus rapide au monde (+100 ogives/an), la France a annoncé en mars 2026 l'augmentation de son arsenal et la mise en place d'une « dissuasion avancée » européenne, tandis que la Russie a adopté en novembre 2024 une doctrine élargissant les scénarios d'utilisation d'une arme nucléaire.



Note : Les frontières utilisées sur cette carte n'impliquent *ni reconnaissance ni acceptation* de la part du SIPRI.

Kristensen, H. M., Korda, M., Johns, E., et Knight-Boyle, M. (2025). Inventaires mondiaux d'armes nucléaires, janvier 2025. SIPRI. https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-06/yb25_summary_en.pdf



Kristensen, H. M., Korda, M., Johns, E., et Knight-Boyle, M. (2026). Inventaires mondiaux estimés d'ogives nucléaires, 2026. Fédération des scientifiques américains (FAS). https://fas.org/issues/nuclear-weapons/status-world-nuclear-forces/

Note : Les chiffres indiqués reflètent uniquement les arsenaux militairement actifs (stocks opérationnels). Ils n'incluent pas les ogives retirées en attente de démantèlement. Pour l'inventaire total incluant les ogives retirées, voir SIPRI Yearbook 2025.

Principaux défis:

Le premier grand défi et sujet de préoccupation mondial est l'effondrement de l'architecture de contrôle. Sans le traité New START, il n'existe aucun accord limitant les arsenaux américains et russes (qui représentent environ 90 % des ogives mondiales) et le dialogue stratégique qui existait est totalement rompu. Le deuxième défi est l'abaissement des seuils doctrinaux internes. Le troisième défi est la prolifération nucléaire : l'augmentation du nombre d'États qui acquièrent ou développent des armes de destruction massive telles que la bombe atomique. Ce phénomène, outre le fait qu'il génère des tensions avec les puissances nucléaires, contribue à la propagation des armes nucléaires déjà présentes dans le monde.

Solutions proposées

Certaines mesures ont été prises par la communauté internationale, telles que : (1) la négociation d'un accord succédant au traité New Start ou d'un accord similaire visant à limiter les arsenaux nucléaires ; (2) le renforcement de l'AIEA en lui conférant des pouvoirs d'inspection au titre du TNP auprès des États dotés d'armes nucléaires et des mécanismes de sanctions automatiques ; (3) des mécanismes de réduction des risques, visant principalement à renforcer la communication entre les États et les accords sur les nouvelles technologies ; (4) des garanties concrètes de la part des États nucléaires envers les États qui renoncent aux armes atomiques ; (5) l'universalisation du traité sur l'interdiction des armes nucléaires, défendu par des pays comme le Brésil, l'Australie ou l'Afrique du Sud. Pourtant, les puissances nucléaires ne sont pas d'accord pour le signer

Questions d'orientation :

1. Le cas ukrainien — qui a renoncé à son arsenal en 1994 et a été envahi malgré les garanties reçues — remet-il fondamentalement en question la logique du désarmement unilatéral ? Quelles garanties juridiquement contraignantes les États non nucléaires doivent-ils recevoir pour que la non-prolifération reste crédible ?

2. Comment la communauté internationale peut-elle maintenir un régime de non-prolifération crédible lorsque les cinq puissances officielles modernisent simultanément leurs arsenaux sans respecter leur obligation de désarmement inscrite à l'article VI du TNP ?

3. La nouvelle doctrine nucléaire russe (2024) et l'expansion française annoncée en mars 2026 constituent-elles une violation de l'esprit du TNP ? Dans quelle mesure le

Conseil de Sécurité peut-il interpeler ses propres membres permanents sur leurs doctrines nucléaires ?

4. La modernisation simultanée de tous les arsenaux nucléaires en 2024 et l'expansion annoncée par la France en mars 2026 marquent-elles un abandon définitif de la logique du désarmement progressif inscrite dans le TNP ? Quel rôle le Conseil de Sécurité peut-il jouer lorsque trois de ses membres permanents sont eux-mêmes responsables de cette course aux armements ?

5. Comment concilier la vision des États champions du désarmement (Autriche, Brésil, Afrique du Sud) qui défendent le TIAN, avec le refus catégorique des puissances nucléaires de le signer ? Quels compromis réalistes sont possibles ?

Mots clés :

- **TNP:** Traité sur la Non-Prolifération (1968), 191 signataires, reconnaît 5 États légalement nucléaires et interdit aux autres d'acquérir la bombe.
- **TIAN:** Traité sur l'Interdiction des Armes Nucléaires (2017), entré en vigueur en 2021, ~74 États parties. Aucune puissance nucléaire ne l'a signé.
- **New START:** Dernier accord de limitation des arsenaux américano-russes, expiré en février 2026 sans successeur.
- **Mémorandum de Budapest (1994):** Accord par lequel l'Ukraine a renoncé à son arsenal en échange de garanties de sécurité non respectées lors de l'invasion russe de 2022.

- **Dissuasion nucléaire:** Stratégie visant à décourager une attaque par la menace de représailles atomiques catastrophiques.
- **MAD:** Destruction mutuelle assurée : doctrine selon laquelle deux adversaires peuvent se détruire mutuellement, rendant la première frappe irrationnelle.
- **No First Use:** Engagement de ne jamais utiliser l'arme nucléaire en premier. Adopté par la Chine et l'Inde ; rejeté par les États-Unis, la Russie, la France, le Royaume-Uni et le Pakistan.
- **Ambiguïté nucléaire:** Politique d'Israël consistant à ne jamais confirmer ni infirmer la possession d'armes atomiques.
- **Prolifération horizontale:** Acquisition de l'arme nucléaire par de nouveaux États, par opposition à la prolifération verticale (augmentation des arsenaux existants).

Pour plus d'information, veuillez consulter :

https://www.sipri.org/yearbook/2025 *(Données officielles sur les arsenaux nucléaires mondiaux — SIPRI 2025)*

https://www.defense.gouv.fr/actualites/evolution-dissuasion-nucleaire-francaise-dissuasion-avancee *(Doctrine nucléaire française — discours de Macron, mars 2026)*

https://www.idn-france.org/nos-publications/nouvelle-doctrine-nucleaire-russe-un-risque-demploi-aggrave/ *(Analyse de la nouvelle doctrine nucléaire russe de novembre 2024)*

https://icanfrance.org/victoire-entree-en-vigueur-du-tian-50/ *(État des ratifications du TIAN — ICAN France)*

https://www.swissinfo.ch/fre/geneve-internationale/ce-quimplique-lexpiration-du-dernier-trait%C3%A9-limitant-les-arsenaux-nucl%C3%A9aires-am%C3%A9ricain-et-russe/90885726 *(Conséquences de l'expiration de New START — Swissinfo)*

https://legrandcontinent.eu/fr/2026/03/02/nucleaire-macron-ile-longue/ *(Discours intégral de Macron sur la dissuasion avancée, mars 2026)*

https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/course-aux-armes-nucleaires-modernisation-des-arsenaux-mondiaux-s-accelere-28915674.html *(Rapport SIPRI 2025 sur la modernisation des arsenaux — RTS)*

Bibliographie:

Kristensen, H. M., Korda, M., Johns, E., et Knight-Boyle, M. (2025). *Inventaires mondiaux d'armes nucléaires, janvier 2025*. Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI). https://www.sipri.org/sites/default/files/2025-06/yb25_summary_en.pdf

Kristensen, H. M., Korda, M., Johns, E., et Knight-Boyle, M. (2026). *Inventaires mondiaux estimés d'ogives nucléaires, 2026*. Fédération des scientifiques américains (FAS). https://fas.org/issues/nuclear-weapons/status-world-nuclear-forces/

Ministère des Armées (France). (2026). *Évolution de la dissuasion nucléaire française : vers une dissuasion avancée*. https://www.defense.gouv.fr/actualites/evolution-dissuasion-nucleaire-francaise-dissuasion-avancee

Initiatives pour le Désarmement Nucléaire (IDN France). (2025). *Nouvelle doctrine nucléaire russe : un risque d'emploi aggravé*. https://www.idn-france.org/nos-publications/nouvelle-doctrine-nucleaire-russe-un-risque-demploi-aggrave/

Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN France). (2026). *État des signatures et ratifications du TIAN*. https://icanfrance.org/victoire-entree-en-vigueur-du-tian-50/

Swissinfo. (2026, 5 février). *Ce qu'implique l'expiration du dernier traité limitant les arsenaux nucléaires américain et russe*. https://www.swissinfo.ch/fre/geneve-internationale/ce-quimplique-lexpiration-du-dernier-trait%C3%A9-limitant-les-arsenaux-nucl%C3%A9aires-am%C3%A9ricain-et-russe/90885726

Macron, E. (2026, 2 mars). *La dissuasion avancée — discours intégral à l'île Longue*. Le Grand Continent. https://legrandcontinent.eu/fr/2026/03/02/nucleaire-macron-ile-longue/

Radio Télévision Suisse (RTS). (2025, 16 juin). *Course aux armes nucléaires : la modernisation des arsenaux mondiaux s'accélère*. https://www.rts.ch/info/monde/2025/article/course-aux-armes-nucleaires-modernisation-des-arsenaux-mondiaux-s-accelere-28915674.html